



*ET SI CIRCUITS
COURTS
ET CIRCUITS
LONGS ÉTAIENT
EN RÉALITÉ
COMPLÉMENTAIRES ?*



résumé

Tout le monde veut des circuits courts. Tout le monde les aime. Mais quelle est la réalité de notre système alimentaire et agricole ? Cette étude s'attache dans un premier temps à casser un certain nombre d'idées reçues. Par exemple, les échanges agricoles ne concernent que 15% de la production mondiale. Au niveau mondial, il faudra produire plus vu la croissance démographique des 30 prochaines années. Les circuits courts ne sont pas toujours les plus durables, etc.

Que sont les circuits longs et à quoi servent-ils ? L'étude explore leurs deux fonctions majeures : approvisionner des pays en insécurité alimentaire et apporter de la diversité à des populations qui demandent de la qualité et de la quantité. Les échanges européens s'inscrivent largement ces fonctions, créent de la richesse pour nos sociétés et sont aussi des vecteurs de paix dans des régions limitrophes.

L'étude met également en lumière les liens entre l'agriculture et les échanges internationaux. Si les circuits courts ne seront pas la panacée pour sauver notre agriculture, ils peuvent être un outil intéressant pour relocaliser des productions ou encore aider nos producteurs dans de nouvelles filières. Au final, l'agriculture et l'alimentation restent des thématiques que nous devons réinventer.

Une étude réalisée par **RÉMY LEBOUTTE**

Cette étude a été réalisée par **Rémy Leboutte**, collaborateur au Centre Jean Gol et supervisée par **Axel Miller** et **Corentin de Salle**, respectivement Directeur et Directeur scientifique du Centre Jean Gol.

Je les en remercie.

Je vous souhaite une excellente lecture de ce numéro des Études du Centre Jean Gol.

DANIEL BACQUELAINE
Administrateur délégué

Les Études du Centre Jean Gol sont le fruit de réflexions entre collaborateurs du CJG, des membres de son comité scientifique, des spécialistes, des mandataires et des représentants de la société civile. Accessibles à tous, elles sont publiées sous version électronique et sous version papier.

RESPONSABLES SCIENTIFIQUES

Georges-Louis Bouchez, Président du CJG
Daniel Bacquelaine, Administrateur délégué du CJG
Axel Miller, Directeur du CJG
Corentin de Salle, Directeur scientifique du CJG



INTRODUCTION

Dans le débat public, la question agricole tourne généralement autour de quelques sujets phares, clivants, qui polarisent les « pour » et les « contre ». Il y a par contre un enjeu qui est relativement consensuel : le circuit court.

Tout le monde aime les circuits courts, tout le monde veut les mettre en place. Mais de quoi parle-t-on ? Est-ce que notre alimentation vient de l'étranger ? Court, cela signifie quelques kilomètres tout au plus ? Ou bien l'espace européen est encore un circuit court ? Et puis, si nous parlons de circuits courts, cela signifie qu'il faut proscrire les circuits longs ? Dans quelle mesure ? C'est quoi d'ailleurs un circuit long ?

Là où ce point devient moins consensuel, en tout cas du point de vue politique, c'est dans la mise en œuvre concrète de ces circuits courts. En effet, la sortie du Ministre bruxellois de l'Environnement, Alain Maron, - où il s'est ouvert sur la possibilité d'acheter des terres en Régions wallonne et flamande pour approvisionner Bruxelles¹ - est particulièrement intéressante en ce qu'elle traduit assez concrètement un type d'agriculture souhaité par l'écologie politique.

Les réactions très fortes au projet, qui ont contraint le Ministre à s'excuser quelques jours plus tard, sont tout autant instructives. De fait, il y a une grande marge entre un discours de critique d'un modèle agricole conventionnel et l'organisation effective d'un contre-modèle et toutes les conséquences qu'il implique.

La présente analyse ne répondra pas à toutes les questions mais veut contextualiser et mettre en relief certaines caractéristiques de notre système agroalimentaire. En effet, trop souvent, le plaidoyer pour le circuit court s'inscrit dans beaucoup d'ignorance et de malentendus. En fin de compte, le nouveau modèle si souhaitable du « tout au local », nous n'en sommes peut-être pas si aussi loin qu'on peut le penser. Et le pousser à l'extrême n'est peut-être pas si durable que cela.

¹ Voir par exemple l'article de la Dernière Heure, « La volonté d'expansion agricole bruxelloise crispe les Wallons », LaDH, 24 novembre 2020.

I. MODÈLE AGRICOLE PRODUCTIF

PRODUIRE DE LA NOURRITURE NE S'IMPROVISE PAS

L'idée qu'il suffit de substituer un modèle agricole par un autre est sans cesse prôné dans le débat public. Ce modèle productiviste qui, selon ses détracteurs, appauvrit les agriculteurs, détruit l'environnement, attente à notre santé, etc. est constamment remis en cause, brocardé et mis à la poubelle sans autre forme de procès.

Et pourtant, vu d'où nous venons et surtout où nous allons, notre modèle agricole – dit conventionnel - qui représente encore la très large majorité de notre production agricole actuelle a encore quelques atouts que nous ferions bien de ne pas ignorer.

On oublie vite d'où l'on vient. Lorsque la Politique agricole commune (PAC) est créée en 1962, l'Europe n'est pas capable d'assurer son autonomie alimentaire. Elle ne produisait environ que 80% de sa propre nourriture. Grâce à :

1. une politique publique intelligente misant à la fois sur une **concurrence saine entre Etats membres** fondateurs de l'UE et une certaine protection face aux autres puissances agricoles subsidiant également leur agriculture,

2. le **dynamisme entrepreneurial** propre à des petits producteurs agricoles conscients de leur mission sociétale et aussi soucieux d'une rentabilité économique de leur outil,

3. **l'intervention mixte publique-privée d'acteurs** chargés d'améliorer la productivité de l'outil agricole en amont et la baisse des coûts des produits finis (chaîne agroalimentaire) pour rendre la nourriture accessible à tous et enfin,

4. un ensemble de réglementations visant à atteindre une **amélioration constante des niveaux de sécurité sanitaire, de la chaîne alimentaire, de protection sociale et encore du bien-être,**

l'Union européenne est devenue, avec la mise en place de la PAC, une véritable puissance agricole.

→ Depuis les premières révolutions vertes, l'agriculture telle qu'elle a été développée notamment dans l'Union européenne **a permis de nourrir 4 milliards d'êtres humains supplémentaires sur les mêmes champs.**²

→ Aujourd'hui, **si encore 2 milliards d'individus sont en état d'insécurité alimentaire et 821 millions ont toujours faim (2018),**³ c'est aussi parce qu'ils vivent très majoritairement dans des endroits où cette agriculture productive n'existe pas. Avant de tirer un trait sur ce que nous avons construit, nous serions avisés d'en évaluer aussi les bienfaits.

DÉFIS MONDIAUX À VENIR

Au niveau mondial, réduire nos productions agricoles est incontestablement une mauvaise idée. Au contraire, **il faudrait plutôt mettre en place tous les moyens permettant de doubler la production d'ici 2050.**⁴ De même, croire que les échanges internationaux de denrées alimentaires se tariront est quelque peu illusoire au regard des tendances démographiques et sociétales :

1. **Notre planète devient de plus en plus peuplée d'humains** : l'ONU estime que nous serons 2 milliards de plus en 2050, soit environ de 9,5 milliards. C'est-à-dire que, chaque jour pendant les 30 prochaines années, 182.648 personnes en moyenne vont s'inviter au banquet mondial.

Ces individus naîtront pour la moitié en Afrique. Il s'agit donc d'endroits concernés par le réchauffement climatique et déjà en difficulté d'approvisionnement alimentaire (Afrique, Maghreb, Asie).

2. **L'humanité est de plus en plus urbaine** : Plus de 55% de la population mondiale vit en ville. Ce chiffre devrait atteindre 66% en 2050 selon l'ONU.⁵ C'est-à-dire que, pour s'alimenter, ces populations devront compter sur des champs situés autre part que l'endroit où ils vivent.

3. Au fur et à mesure que l'abondance de nourriture augmente auprès d'une population, **les exigences en termes de diversité et de qualité** augmentent tout autant de la part des consommateurs. Il faut donc produire plus, de manière plus variée et de meilleure qualité.

Vu l'étendue des endroits où vivent les humains sur la planète – c'est-à-dire pas toujours dans des endroits propices aux pratiques agricoles – et le fait qu'ils vivent de plus en plus en ville – c'est-à-dire qu'ils sont incapables de produire leur propre nourriture –, nous **risquons au contraire d'observer une intensification des échanges agricoles mondiaux.**

Ces trois tendances, observées en tout temps, dictent – et dicteront – les principales contraintes de l'appareil productif agricole mondial. **C'est l'exact contraire de ce que nous observons dans le discours européen.** Pourquoi ? Parce que nous avons un triple luxe donné par la Nature et la PAC :

- Nous vivons dans un **continent béni des Cieux pour l'agriculture** : terres fertiles, eau abondante, savoir-faire agricole exceptionnel, bonne organisation socioéconomique ;
- Nous n'avons donc plus faim depuis que nous avons atteint la **souveraineté alimentaire** : nous sommes des enfants gâtés, parce que repus ;

- Nous avons libéré un grand nombre de bras du travail harassant des champs grâce à une **mécanisation et une innovation sans précédent** dans l'humanité. Là où une société agricole emploie 80% à 90% de sa population dans l'agriculture, nous sommes globalement aux alentours de 1% en Europe et dans les pays développés.⁶

Libérés de la contrainte régulière de la famine, habitués à avoir un appareil agroalimentaire qui s'adapte aux demandes des consommateurs (le principe étant normalement l'inverse), n'ayant pour la plupart pas côtoyé le monde agricole par la famille proche, les Européens pensent, formulent, critiquent ou exigent des demandes à leur agriculture mais avec une connaissance passive, un « *background* » agricole, bien plus mince que leurs ancêtres ou le reste du monde.

RECOMMANDATION N°1 : PRENDRE EN COMPTE LA RÉALITÉ ALIMENTAIRE DU MONDE

► Produire localement de manière à assurer sa souveraineté alimentaire doit être un fondement pour chaque région du monde. Il ne faut pas se leurrer : il faut produire plus (beaucoup plus) dans certaines régions du monde comme l'Afrique notamment ;

► Dans tous les systèmes agricoles, il faut de surcroît tendre vers une durabilité accrue. L'effort est d'autant plus important pour les modèles qui doivent augmenter leurs productions ET prendre en compte l'aspect environnemental aujourd'hui largement absent dans l'ordre de leurs priorités.



² B. Parmentier, « *Nourrir l'humanité : les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXIe siècle* », La Découverte, 2009, pp. 149-150

³ Organisation des Nations Unies (ONU), « *Alimentation* », Questions thématiques, consulté en décembre 2020, <https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/food/index.html>

⁴ Parmentier, *op. cit.*, p. 29

⁵ Organisation des Nations Unies (ONU), « *Plus de la moitié de la population mondiale vit désormais dans des villes - ONU* », Actualités, 10 juillet 2014, <https://www.un.org/development/desa/fr/news/population/world-urbanization-prospects.html>

⁶ Hors Roumanie qui garde une agriculture de subsistance plus importante que la moyenne européenne.

II. LES ÉCHANGES INTERNATIONAUX EN PRODUITS AGRICOLES

MARCHÉS AGRICOLES MONDIAUX

PRODUCTION / COMMERCE

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, **la plupart des productions agricoles mondiales sont consommées dans des marchés « locaux », à hauteur d'une moyenne de 85%. Seuls les 15% restants font l'objet d'échanges internationaux sur les marchés agricoles mondiaux.**⁷

Ce n'est pas pour autant qu'ils soient petits, ni peu importants. Cependant, au regard de la production agricole mondiale, il est intéressant de relever que l'affirmation de « marchés agricoles totalement globalisés » n'a pas vraiment lieu d'être. Même si ce qui se passe sur ces marchés à une influence sur les « marchés locaux ».

Ce taux d'échanges varie évidemment en fonction des produits concernés. Comme le note la FAO : « Pour un grand nombre de produits agricoles, la part de la production exportée est faible. Moins de 7 % de la production mondiale de viande porcine et environ 8 % de la production mondiale de beurre font l'objet d'échanges internationaux : cette part est de 9 % pour le riz et de 10 % pour le biodiesel. Ce n'est que pour quelques produits que les échanges absorbent au moins un tiers de la production

mondiale : il s'agit notamment du coton, du sucre et du soja, ainsi que des huiles végétales et des poudres de lait, qui font l'objet d'un niveau de transformation plus poussé. »⁸

Il y a des cas particuliers pour certains produits comme le café puisque c'est 74% de la production qui est échangée sur les marchés.⁹

Notons également que les produits agricoles représentent environ 10% du total des échanges mondiaux, contre 70% pour les produits manufacturés, 15% pour les combustibles et produits miniers et 5% pour d'autres marchandises.¹⁰

ECHANGES ENTRE PUISSANCES AGRICOLES

Si nous prenons **l'Union européenne, la Chine et les Etats-Unis, soit les trois premières puissances agricoles du monde, nous avons environ 60% des échanges de produits agricoles mondiaux (importations/exportations) qui se font entre ces trois acteurs.**¹¹ Contrairement à ce qu'on peut se représenter, les échanges agricoles ne sont pas exclusivement des relations déséquilibrées entre « pays du Nord et pays du Sud ».

La très grosse majorité des échanges internationaux agricoles se fait entre les grandes puissances agricoles avec une poignée de gros exportateurs, de gros importateurs et le trio de tête qui échangent entre eux. La situation varie évidemment selon les matières premières. Des pays sont de gros importateurs structurels tandis que d'autres sont très spécialisés dans un produit d'exportation par exemple.

Schématiquement, les échanges internationaux ont deux utilités primaires :

1. Les échanges internationaux permettent avant tout d'approvisionner des pays qui sont incapables de produire assez pour leur propre alimentation.

Ces pays ne pouvant assurer leur sécurité alimentaire, ils doivent trouver des stratégies d'approvisionnement sur les marchés mondiaux ou diversifier leurs sources comme le fait la Chine par exemple. Il faut ajouter à cette équation le facteur de la croissance démographique. Logiquement, la demande alimentaire suit la démographie. Nous pouvons ainsi prévoir que certaines régions qui sont déjà obligées d'importer des aliments vont devoir soit considérablement augmenter leurs propres rendements, soit dépendre encore plus de l'extérieur. Il s'agit surtout de certaines régions d'Asie et d'Afrique.¹²

2. Les échanges permettent aussi de répondre à de nouvelles demandes alimentaires de la part de populations qui sortent de la précarité alimentaire.

Ces populations, une fois passé le cap de s'alimenter uniquement pour la survie de leurs individus, exigent une qualité plus haute et surtout une diversité d'aliments.

Ce qui explique par exemple que les principaux partenaires commerciaux pour les produits agricoles – hors pays européens – de l'UE soient les Etats-Unis, le Brésil, le Japon ou encore la Chine (voir chapitre sur les exportations – importations UE).

Ces pays importent notamment des produits transformés européens parce qu'ils sont d'excellente qualité et ont une très bonne réputation. D'un autre côté, nous importons certaines de leurs productions pour notre consommation directe (ex : fruits exotiques) ou les transformer dans nos pays (ex : café, chocolat).

Sur le marché mondial, les concurrents des producteurs européens sont bien davantage les producteurs des autres puissances agricoles que les petits producteurs des pays en développement.

L'ENJEU DES ÉCONOMIES AGRICOLES FRAGILES DE CERTAINS PAYS

La question de l'ouverture des marchés agricoles à certaines économies de pays en développement doit cependant être posée. En effet, même si nous n'assistons pas à un match « Nord-Sud », il arrive que les marchés mondiaux déstabilisent des économies largement dépendantes de l'agriculture, notamment en Afrique.

Même si des progrès doivent encore être faits, il faut noter que l'UE a veillé dans ses relations avec ces pays à mettre en place une relation déséquilibrée, en sa défaveur bien entendu. Elle est ainsi le premier importateur mondial de produits agricoles en provenance de pays en voie de développement.

En leur donnant un accès privilégié à son marché, l'UE importait en 2017 plus de produits des pays les moins développés que les Etats-Unis, le Japon, la Chine, le Canada et la Russie réunis. Par rapport aux importations des pays africains, caraïbes et pacifiques (ACP), les importations des pays APC étaient plus de 6 fois plus importantes que nos exportations vers ces pays en 2015. En part relative, la part de nos exportations vers les Caraïbes ou le Pacifique (pays ACP) représentait **2,2% de nos exportations.**¹³

RECOMMANDATION N°2 : TENIR COMPTE DES RÉALITÉS AGRICOLES ET DES ENJEUX MONDIAUX

► Sur le total de toutes les productions agricoles, seuls 15% font l'objet d'échanges internationaux avec des disparités très marquées selon la production concernée. Dans le commerce international, les produits agricoles représentent environ 10% des échanges ;

► La plupart des échanges se font entre les puissances agricoles entre elles. Il faut bien entendu prendre en compte la réalité agricole dans les pays du tiers monde mais les rapports de force pour nos producteurs se situent bien davantage avec les producteurs d'autres puissances agricoles ;

► Les échanges internationaux ont deux utilités primaires dont la première remonte déjà à des millénaires : (1) il s'agit d'approvisionner des endroits où les populations humaines ne savent pas s'autosuffire sur le plan alimentaire. (2) Avec l'augmentation générale des richesses, les populations ont de nouvelles demandes alimentaires (plus diversifié, meilleure qualité) et s'approvisionnent donc via des circuits « longs ».

⁷ Parmentier, *op. cit.*, p. 190

⁸ FAO, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2018-2027*, Chapitre 1 : Vue d'ensemble, FAO & OCDE, Rome, 2018, http://www.fao.org/3/i9166ff/i9166f_chapitre1.pdf, p. 54

⁹ Sébastien Abis (interviewé), « Café : le monde entier dans une tasse », *Les dessous des tables, L'Opinion*, 18 mai 2020, <https://www.iris-france.org/147173-cafe-le-monde-entier-dans-une-tasse/>

¹⁰ Organisation Mondiale du Commerce (OMC), *Examen statistique du commerce mondial 2018*, 2018, https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2018_f/wts2018_f.pdf, p. 11

¹¹ *Ibid.*, p. 137

¹² FAO, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2018-2027*, *op. cit.*, pp. 25 et suivantes

¹³ Commission européenne, « *Agriculture, la PAC de l'UE au cœur de l'alimentation, de la vie rurale et de l'environnement* », *Comprendre les politiques de l'Union européenne*, dec. 2016, pp. 14-15

PRODUIRE LOCAL ? OUI, DANS LA MESURE DU POSSIBLE

Contrairement à ce qui est communiqué par certaines organisations écologistes, certains partis ou encore certains médias, **il est pratiquement impossible de produire la totalité de notre consommation alimentaire localement. Et ce n'est pas souhaitable de toutes façons.**

CIRCUITS LONGS – GÉOSTRATÉGIE AGRICOLE

A l'échelle mondiale, ce n'est techniquement pas possible. En effet, tout être humain doit se nourrir quotidiennement (dans le meilleur des cas). Par contre, **la production agricole nécessite des ressources rares à l'échelle mondiale** (eau et terres arables en quantité et qualité) qui ne sont pas réparties équitablement sur la surface du globe.

Cette inégalité devant les ressources naturelles est celle qui fait **de l'agriculture un enjeu géostratégique**. D'un côté, seuls quelques endroits sur terre disposent de ces ressources et peuvent produire beaucoup et régulièrement. De l'autre côté, des régions du monde, comme le Maghreb ou la Chine aujourd'hui par exemple, abritent de grandes populations et doivent s'approvisionner en partie sur les marchés mondiaux.

Cette « inadéquation » entre la production et la consommation alimentaire engendre **donc la nécessité de créer et entretenir des circuits longs**. L'exemple de la **Chine** est intéressant pour illustrer le propos :

Aujourd'hui, elle représente aujourd'hui 20% de la population, 9% des terres arables, 4% des ressources en eau. Ce pays voit émerger une classe moyenne beaucoup plus exigeante avec la qualité des produits alimentaires d'une part et souhaite varier son alimentation d'autre part.

En conséquence, elle produit massivement sur son propre territoire et développe autant qu'elle peut ses productions : elle est aujourd'hui le premier producteur mondial dans beaucoup de productions agricoles.

Mais ce n'est pas assez pour couvrir sa consommation. Elle doit donc aller chercher sur les marchés internationaux le reste de son alimentation. Ceux-ci étant assez étroits au regard de la production mondiale, ils ont tendance à réagir fortement lorsque la Chine change ses plans initiaux vu les volumes qui sont en jeu ;

La Chine a aussi une stratégie de sécurisation de ses approvisionnements alimentaires. C'est très large et très méthodique. Cela passe par des accords commerciaux bilatéraux, notamment avec l'Europe ou la Nouvelle-Zélande pour le lait par exemple, l'achat de terres en Afrique (avec ce que cela implique pour l'accès aux terres pour les paysans locaux) ou encore via l'acquisition de propriétés dans d'autres puissances agricoles (vignobles en France).

Est-ce pour autant que l'Europe doit devenir un grand fournisseur de denrées alimentaires pour toute la planète ? Pas forcément. Il est toujours davantage souhaitable que l'endroit où se situe la consommation produise sa propre nourriture. Mais ce n'est pas toujours possible. Dès lors :

- Que **l'Europe puisse à l'avenir assurer sa propre souveraineté alimentaire est déjà en soi un défi**. En effet, les consommateurs demandent aujourd'hui une agriculture qui prend la question environnementale bien davantage en ligne de compte. Or, cela nécessite de réinventer une nouvelle forme d'agriculture tout aussi productive.

A notre niveau, **nous souhaitons évoluer vers une agriculture écologiquement intensive,¹⁴ en ce sens qu'elle allie productivité et un très haut respect de l'environnement** ;

- Il est probable que le Nord de l'Afrique et la Péninsule arabique, qui connaîtront une large croissance démographique dans les prochaines décennies, ne puissent compter sur leurs seuls sols pour assurer leur sécurité alimentaire. L'Europe a donc aussi un rôle à jouer de ce côté-là ;

- Enfin, la **recherche appliquée vers une agriculture écologiquement intensive peut aussi être exportée dans le monde**, en particulier vers des régions qui doivent absolument augmenter leurs rendements à court terme en préservant leur biodiversité (Ex : Afrique subsaharienne). Un savoir-faire s'exporte aussi.

CIRCUITS LONGS - CONSOMMATION HUMAINE DIVERSIFIÉE

Lorsque les individus sortent de la simple survie alimentaire, ils souhaitent consommer de la nourriture plus diversifiée et de meilleure qualité (fruits, légumes, haute sécurité de la chaîne alimentaire, etc.).

Or, si nous consommons du chocolat, des kiwis, des bananes ou encore du café, ce n'est pas grâce à des productions locales ni la volonté du Saint-Esprit. Ils sont issus de circuits dits « longs » et il vaut mieux qu'ils le restent. **En effet, il est sans doute possible, via de l'innovation agronomique, de les cultiver localement, mais ce n'est pas souhaitable.**

Recréer les conditions d'un climat tropical ou subtropical dans le climat tempéré européen nécessite d'utiliser de l'énergie actuellement largement basée sur les énergies fossiles. Même ces techniques ont des limites. L'équation économique et environnementale n'en sortira sans doute pas gagnante et cela aura de surcroît un prix que le consommateur n'est sans doute pas prêt à payer non plus.

Le lieu commun largement évoqué pour répondre à cet approvisionnement en produits « non locaux » est « mais ! Il faut manger de saison ». C'est vrai jusqu'à un certain point ; mais loin d'être suffisant :

- Premièrement, il y a des produits **comme le café ou le chocolat qu'il n'est pas possible de cultiver dans nos contrées**, et cela à aucun moment de l'année. Manger « de saison » ne fonctionne pas dans ces cas-là ;
- Deuxièmement, comme l'indique Jancovici, **la question du transport des aliments, souvent mobilisée pour illustrer l'impact climatique, est très souvent largement surestimée.** En effet, beaucoup de marchandises voyagent par bateau ou camion et ce bilan carbone du fret, quand il est rapporté à l'unité de produits acheminée (1 kilo de tomates par exemple) est de quelques grammes. Il n'est en tout cas pas significatif par rapport à d'autres de nos comportements :

- Par exemple, les tomates qui viennent du Maroc par camion ont un bilan carbone bien moindre que des tomates locales qui ont poussé sous des serres chauffées ;

- Pour que des tomates locales mûrissent naturellement dans nos contrées, il faut attendre une remontée des températures quelques semaines auparavant. Ce qui fait que toutes les tomates belges ou françaises qui sont dans nos supermarchés avant juin (sous serres non chauffées) ou juillet (naturellement, sans serre), proviennent d'une production sous une serre chauffée. Dans ce cas, il faut ajouter 1kg de méthane pour 1kg de tomate.¹⁵

Donc, entre une production locale produite dans des conditions particulières – par exemple sous une serre chauffée – et un produit importé par bateau ou camion, le second a, contre-intuitivement, un impact climatique moindre. D'un point de vue climatique, il vaut beaucoup mieux une banane qui vient par bateau qu'un fruit local qui a grandi sous une serre chauffée.

Manger local, oui. Mais intelligemment. Si la raison est le climat, ce n'est pas toujours suffisant. Par contre, il y a toute une série de raisons qui peuvent nous amener à consommer local mais il faut bien les maîtriser : je souhaite faire vivre une famille près de chez moi, je sais que les travailleurs saisonniers ont des droits et des salaires convenables, le mode de production utilise de la chaleur renouvelable, etc.

Enfin, **pour les produits alimentaires largement mondialisés comme les bananes ou encore le café, il est vain de vouloir à tout prix travailler en circuits courts.** Le Centre Jean Gol ne promeut pas non plus l'interdiction de fournir ces aliments à quiconque souhaiterait en consommer et ne prône pas l'abstinence volontaire pour ces produits particuliers qui font déjà largement partie de nos vies.

Toutefois, nous pouvons nous pencher sur d'autres aspects sur lesquels il y a encore du travail. La culture du café nourrit par exemple 25 millions de petits producteurs dans des pays souvent peu développés. A côté de cette réalité très locale, il y a des questions prégnantes comme la concentration des acteurs internationaux qui s'occupent du négoce ou de l'acheminement des productions jusque dans nos tasses / assiettes.¹⁶

Diversifier les filières d'approvisionnement ou permettre l'émergence de nouveaux acteurs sur les marchés qui créent une concurrence, ce sont aussi des moyens qui peuvent aider à faire évoluer les pratiques vers un destin plus durable.

RECOMMANDATION N°3 : AVENIR DE L'AGRICULTURE UE ET CIRCUITS COURTS INTELLIGENTS

► L'agriculture européenne s'inscrit dans un contexte international particulier. Pour l'avenir de son agriculture, nous pensons qu'il faut (1) que l'Europe puisse à l'avenir assurer sa propre souveraineté alimentaire et évoluer vers une agriculture écologiquement intensive, en ce sens qu'elle allie productivité et un très haut respect de l'environnement ; (2) maintenir une haute capacité productive pour éventuellement assurer la sécurité alimentaire de ses voisins directs, notamment le Nord de l'Afrique et la Péninsule arabique, qui connaîtront une large croissance démographique dans les prochaines décennies et (3) que l'Europe exporte son savoir-faire ;

► La demande alimentaire évolue avec les populations et se démocratise. Il faut permettre à un nombre croissant d'individus d'accéder à une nourriture diversifiée, abondante et peu chère :

- Cela nécessite aussi de recourir dans une certaine mesure aux circuits longs, même si la base de l'alimentation peut rester locale ;

- Manger de saison a un sens pour les produits qui sont adaptés à la production locale. Par contre, dans certains cas, aller chercher des aliments non locaux mais produits dans des conditions durables peut être tout à fait défendable.

¹⁴ Le concept d'agriculture écologiquement intensive revient régulièrement dans le débat public. Il est ici issu du livre de Bruno Parmentier, *op. cit.*

¹⁵ Voir le cours de J-M. Jancovici, « Comptabilité carbone », *Cours à l'Ecole des Mines, 1h45'* et le slide 33, <https://www.youtube.com/watch?v=lgoUns8Cu0w>

¹⁶ Voir l'intéressant article de Sébastien Abis sur la production de café : Sébastien Abis, « Café : le monde entier dans une tasse », *op.cit.*

III. UE – PUISSANCE AGRICOLE ET COMMERCIALE

PUISSANCE AGRICOLE EUROPÉENNE

UE ET LE MONDE

L'Europe est une grande puissance agricole, la deuxième du monde (pour l'UE 28) après la Chine. Les autres principales puissances agricoles mondiales sont les Etats-Unis, le Brésil et l'Argentine pour l'Amérique du Sud, les pays autour de la Mer noire dont l'Ukraine et la Russie ou encore l'Inde. Il y a également des pays en pointe dans certains marchés comme la Nouvelle-Zélande pour les fruits et le lait, l'Australie, l'Indonésie (huiles notamment) ou encore des cas particuliers comme le café que nous avons vu ci-dessus.

Les grandes puissances agricoles ont des stratégies différentes. Certaines, comme la Chine, visent avant tout à approvisionner leur colossale consommation intérieure. D'autres, comme les Etats-Unis, ont fait des exportations agricoles un outil géostratégique. Le Brésil, l'Argentine ou encore la Russie suivent cette tendance. Certaines puissances sont sous-productives comme l'Afrique subsaharienne. Enfin, il y a les acteurs spécialisés dans une ou deux productions. Il y en a pour tous les goûts.

Le cas de l'Union européenne est assez spécifique. Incapable d'assurer sa sécurité alimentaire après la Seconde guerre mondiale, les Etats membres fondateurs de l'UE ont mis en place la PAC et, avec le recul des années, nous pouvons sans fard annoncer que le projet a réussi. Dès les années 80, la Communauté européenne avait dépassé l'autosuffisance

alimentaire dans la plupart de ses productions et commençait à prendre des marchés à l'exportation traditionnellement chasse gardée des Etats-Unis.

Avec les Accords de l'Uruguay Round (1994), la philosophie de la PAC change : du soutien des prix (prix garantis), elle se mue en une aide directe aux producteurs. En parallèle, progressivement, l'UE s'engage dans une nouvelle voie plus environnementale et poursuit aussi d'autres objectifs (ruralité, etc.) programmation après programmation :

- Des objectifs de développement rural ou environnementaux sont demandés aux agriculteurs (second pilier) ;
- S'opère alors un désengagement progressif des aides à l'exportation. Ces aides étaient initialement mises en place pour désengorger le marché européen de certaines productions ;
- Certains secteurs soumis à des restrictions de production (quotas) sont libéralisés ;
- La politique commerciale européenne devient l'une des priorités de la Commission européenne (via la nouvelle génération des accords de libre-échange) et celle-ci tend à considérer le secteur agricole comme n'importe quel autre secteur économique.

PRODUCTION EUROPÉENNE AGRICOLE EN QUELQUES CHIFFRES

Les quelques chiffres compilés dans le schéma ci-dessous¹⁷ nous permettent de brosser en quelques traits les tonnages annuels dans les principales productions européennes (céréales, grandes cultures, maraichage, prairies permanentes, productions laitières, viande bovine, viande porcine, volailles, etc.).

Agricultural production			
Cereals	2018	295 113	thousand tonnes
Root crops	2018	173 412	thousand tonnes
Fresh vegetables	2018	62 297	thousand tonnes
Permanent crops	2018	80 644	thousand tonnes
Raw milk	2018	172 200	thousand tonnes
Bovine meat	2018	7 932	thousand tonnes
Pig meat	2018	23 846	thousand tonnes
Poultry meat	2018	15 200	thousand tonnes

eurostat

Etant donné qu'il sera davantage question des échanges (importations et exportations) ci-après, il est intéressant de pouvoir comparer la production avec les importations / exportations.



¹⁷ Eurostat, « Agriculture, forestry and fishery statistics », Statistical books, 2019 Editions, December 2019, <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-statistical-books/-/KS-FK-19-001>, p. 145

RATIO « PRODUCTIONS / ÉCHANGES COMMERCIAUX » AGRICOLES

Au total, la grande majorité des productions agricoles européennes sont consommées localement sauf dans certains secteurs particuliers. Les **échanges internationaux, tant les exportations que les importations alimentaires, doivent donc être largement relativisés puisque la plus grande part de notre alimentation est européenne. Donc, quelque part, locale.**

La production européenne de céréales mérite par exemple qu'on s'attarde un instant sur elle. Les céréales sont traditionnellement la base de notre alimentation.

Sur environ 300 millions de tonnes (Mt) de céréales produites (toutes confondues), l'Europe en exporte environ 40 Mt et en importe environ 25 Mt par campagne de commercialisation en provenance des pays tiers. Il est important de noter que ces importations sont en croissance depuis dix ans, soutenues principalement par les achats de maïs. Au total, nous parlons donc d'un ratio production / échanges de 10% à 13% (toutes céréales) qui s'élève à 20% pour le blé tendre.

L'UE consomme chaque année près de 295 Mt de céréales, dont 130 Mt de blé, 80 Mt de maïs et 55 Mt d'orge. La plupart des céréales produites en Europe sont donc largement consommées à l'intérieur même de l'Union. L'UE arrive en grande partie à s'autoalimenter. Au sein de son marché, les échanges intracommunautaires sont importants, de l'ordre de 60 Mt par an. Les exportations de l'UE vers les pays tiers (40 Mt) sont principalement orientées vers les pays du Maghreb.¹⁸

COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE EUROPÉEN

Le passage de l'UE-28 à l'UE-27 a pour conséquence deux changements majeurs¹⁹ : notre balance commerciale agricole passe d'équilibrée à largement bénéficiaire (le Royaume-Uni est un importateur net) : le Royaume-Uni devient le premier pays vers lequel sont destinées nos exportations et il devient notre premier pays fournisseur.

PRINCIPAUX PARTENAIRES POUR LES PRODUITS AGRICOLES

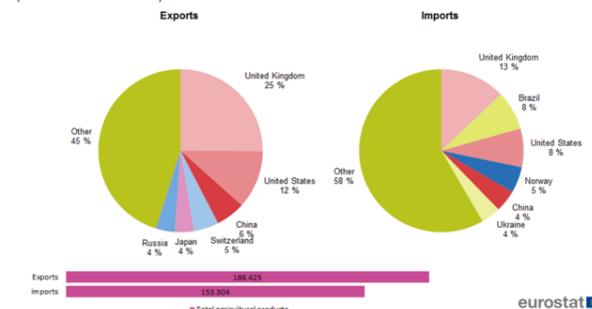
En 2018, les USA étaient notre principal interlocuteur tant dans les exportations (16,2% - 22,2 milliards) que dans les importations (9% - 12,4 milliards) et pour un total d'échanges de 34,6 milliards (2017). La Chine suivait avec 10,5 milliards pour nos exportations (7,7%). Pour nos importations, c'était le Brésil avec 11,7 milliards – 8,5% des imports), soit plus (hors USA) que tous les autres importateurs.

En 2019, c'est donc le **Royaume-Uni qui est à la fois la première destination de nos exportations (46,7 milliards, soit 25 %) et le premier pays qui importe dans l'UE-27 (19,7 milliards, soit 13 %) des produits agroalimentaires.**

Pour les importations, cette première place s'explique très largement par la place des produits de la pêche (avec la Norvège).

Au niveau des échanges viennent ensuite les principales autres grandes puissances agricoles que sont les Etats-Unis, la Chine, le Brésil ou encore la Russie. On retrouve également la Suisse ou encore le Japon dans les exportations (Eurostat).

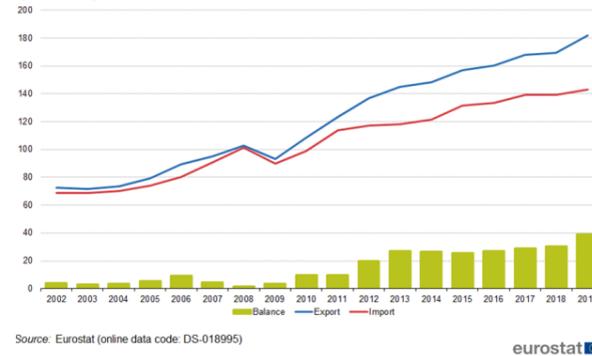
EU-27 exports and imports of agricultural products by main partner, 2019 (shares and EUR million)



LA BALANCE COMMERCIALE AGRICOLE DE L'UE

La balance commerciale est donc passée d'équilibrée (+143 millions EUR) à largement bénéficiaire avec le Brexit + 39 milliards.

EU-27 trade of agricultural products, 2002-2019 (EUR billion)



¹⁸ Commission européenne, **Cereals Trade Data, 2020**, <https://agridata.ec.europa.eu/extensions/DashboardCereals/CerealsTrade.html>

¹⁹ Entre 2018 et 2019, il y a une rupture dans les statistiques du commerce extérieur européen à cause du Brexit.

En tonnage, les importations UE-27 représentaient 153 millions de tonnes de produits agricoles alors que les exportations représentaient 134 millions de tonnes en 2019. Entre 2002 et 2019, le volume total d'échanges a eu une croissance annuelle moyenne de 2 %. Les exports (3 %) ont grandi plus vite que les imports (2 %). La moyenne annuelle d'accroissement des prix était moindre pour les imports puisque l'EU exporte davantage des produits alimentaires de haute valeur ajoutée tandis qu'elle importe en général des produits bruts.

Il est intéressant de soulever certains points :

→ Pour donner un ordre de grandeur, en volume (tonnage), l'addition de l'ensemble des importations et exportations ne dépasse pas la seule production de céréales européennes.

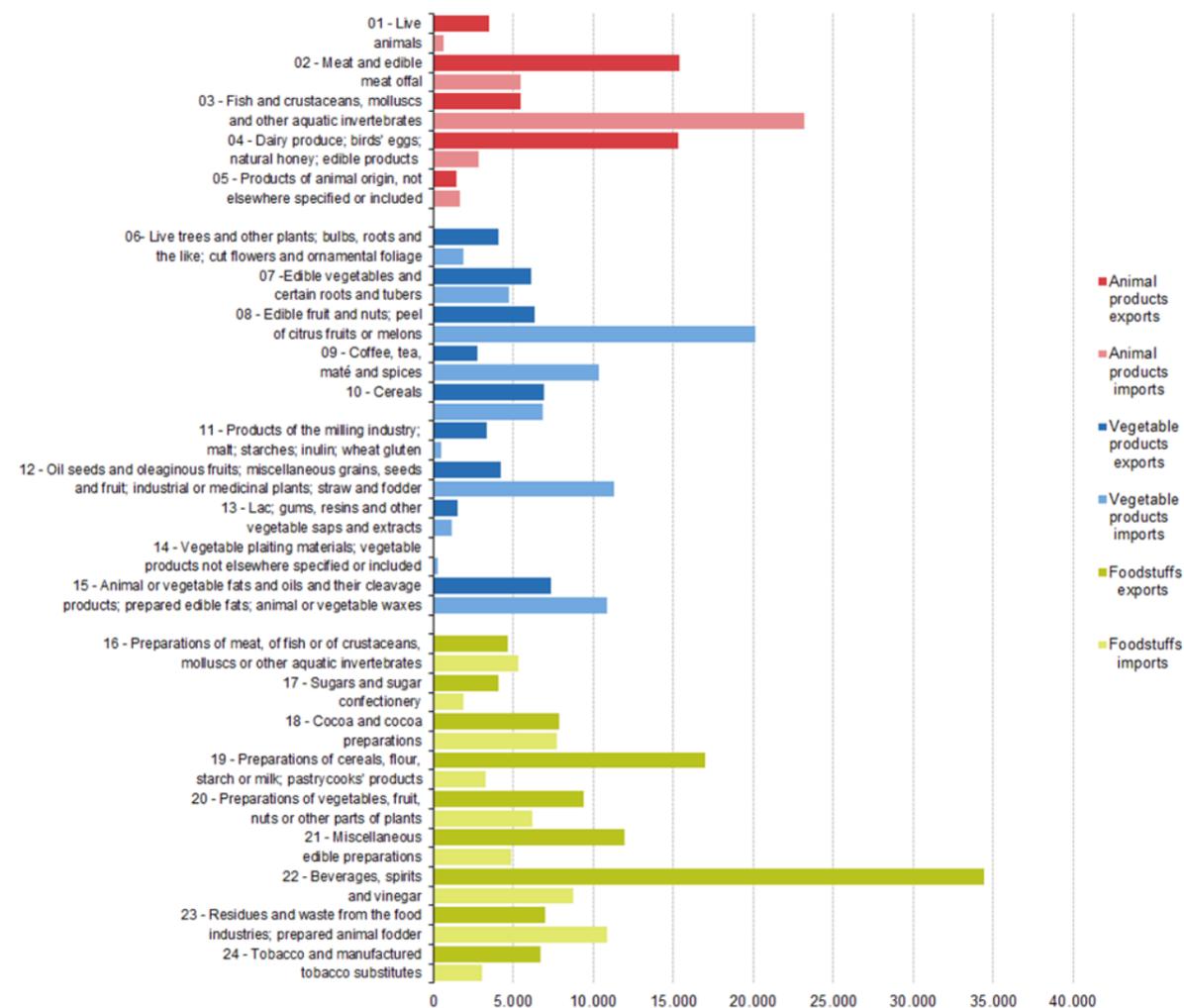
→ Que ce soit au niveau européen, belge ou wallon, **l'agriculture participe toujours significativement au total des exportations (7 à 10%) et au bénéfice de la balance commerciale.** Le commerce agricole européen représentait 7% du total du commerce extérieur de l'UE-28. Dans l'UE-27, les produits agricoles représentent 8% du total des échanges de biens de l'UE. Nous avons vu ci-avant que la proportion est globalement la même dans le commerce international (10%).

→ D'un point de vue commercial, **l'apport de l'agriculture dépasse de très loin sa part dans la création de valeur du pays (PIB - moins d'1%).** L'agriculture participe dans tous les cas à un enrichissement du pays exportateur ;

TROIS GRANDES CATÉGORIES IMPORTS/EXPORTS

L'UE classe ses importations et exportations agroalimentaires en trois grandes classifications : les animaux et leurs productions (viande, lait, œufs – rouge dans le schéma), les produits végétaux (cultures - bleu) et les produits agroalimentaires (produits transformés – vert dans le schéma).

EU-27 Agricultural exports and imports by product categories, 2019 (EUR million)



Source: Eurostat (Comext data code: DS-016895)

Pour la répartition **entre les trois classifications** :

- Pour l'UE-27, l'ensemble des importations agricoles sont composées de 22% de produits animaux, 44% de produits végétaux et 34% de produits agroalimentaires (en millions €). Elle importe donc en général des produits bruts, des matières premières ;
- De l'autre côté, elle exporte pour 54% des produits alimentaires de haute valeur ajoutée (fromage, vins, etc.), 23% de produits issus des productions animales et 23% de produits issus des végétaux.

Quand nous prenons la peine d'analyser la balance commerciale au sein de chacune de ces trois classifications, nous pouvons en tirer les conclusions suivantes :

1. Pour les produits d'origine animale :

En 2019 (UE-27), le total des échanges était de 72 milliards € (exports = 42 milliards et imports = 31 milliards) avec une balance positive de 11 milliards €. Ces chiffres doivent être nuancés notamment à cause de l'impact du Brexit et les différences entre les sous-secteurs.

Nous exportons beaucoup de viande au regard de nos importations. Toutefois, l'Europe dépend très fort de l'extérieur pour les produits halieutiques (pêche). Le Brexit a accentué ces deux tendances. Ce n'est pas pour rien que ce dernier point est une cause majeure de blocage entre l'UE et le Royaume-Uni dans la négociation de leur relation future.

2. Pour les produits d'origine végétale :

Le total des échanges en 2019 a atteint 105 milliards (exports 42 milliards et imports 64 milliards), soit un déficit commercial de 22 milliards.

En Europe, nous sommes très dépendants pour les fruits et légumes exotiques ainsi que pour les épices, le café, le thé et les produits qui se cultivent dans des environnements tropicaux ou dans des conditions particulières. En tant que puissance agricole, nous sommes l'un des plus gros producteurs, exportateur et importateur de céréales au monde. **Un dernier point qui a tendance à raidir les associations écologistes, nous sommes en partie dépendants des protéines notamment pour l'alimentation animale** (cf. : soja).

3. Pour les produits agroalimentaires :

En 2019, la valeur totale des échanges commerciaux a atteint 147 milliards EUR (exports = 99 milliards EUR et imports = 49 milliards), soit une balance bénéficiaire de 50 milliards EUR.

Cela est notamment dû au savoir-faire dans la fabrication de spiritueux et de boissons alcoolisées (bières, vins). Les producteurs européens fournissent également beaucoup de produits alimentaires de haute qualité comme des produits sucrés, des fromages, des plats préparés, etc.

COMMERCE EXTÉRIEUR AGRICOLE – GRANDS ENSEIGNEMENTS

Il y a des forces qu'il faut pouvoir mettre en avant :

1. L'agriculture européenne **joue dans une très large mesure son rôle de nourrir les Européens dans beaucoup de productions agricoles**. A part dans les productions halieutiques et dans certaines productions végétales d'origine tropicale où nous sommes très largement dépendants de pays tiers, nous sommes capables de répondre à beaucoup de nos besoins alimentaires.

2. C'est aussi **une agriculture compétitive sur le plan international**. En effet, une agriculture non compétitive ne sait pas exporter dans des pays tiers (coûts trop élevés et denrées de mauvaise qualité).

3. **La production agroalimentaire est de haute qualité**. La moitié des exportations est en fait composée de produits transformés. Non seulement, c'est une agriculture de haute qualité, mais c'est aussi un savoir-faire en alimentation qui est désiré au-delà de nos frontières.

4. Avec seulement 1 à 2% de création de valeur dans la richesse nationale (PIB), les exportations agricoles représentent environ 8% des exportations totales. **L'agriculture aide sans aucun doute l'UE et ses Etats membres a avoir une balance commerciale bénéficiaire**.

5. On aime beaucoup pointer les exportations agricoles comme un vecteurs de désordre dans les pays les plus pauvres. Certes, ces enjeux ne sont pas à prendre à la légère. Cependant, c'est souvent l'inverse qui est observé : **les exportations alimentaires sont un vecteur de paix**.

Il y a toutefois des faiblesses dans notre système de production agricole qu'il faut identifier et traiter :

1. Certaines de nos filières productives, comme la viande ou le lait sont trop dépendantes des exportations pour garantir des prix décents pour les producteurs.
2. Certaines de nos filières, comme la filière sucrière, sont trop petites pour peser dans le marché mondial.²⁰ Ils sont donc totalement alignés sur les cours mondiaux qui sont bien en-dessous des coûts de production européens.

3. Nous sommes extrêmement dépendants de pays tiers pour certaines productions. Le cas le plus emblématique est la pêche ou encore certains produits d'origine végétale pour compléter l'alimentation de certains cheptels européens ou les utilisations énergétiques (biocarburants par exemple).

• Avec 135 milliards USD d'échanges internationaux, les produits de la mer sont les plus échangés après les viandes et les fruits sur la planète. **A ce jour, la Chine capture 1/4 des ressources sauvages et gère 2/3 de l'élevage piscicole. L'Asie a donc un leadership dans ces productions. Avec quelles conséquences environnementales (sur la biodiversité) ?** Pour des raisons de santé notamment, nous consommons de plus en plus de ces produits. Peut-être est-ce par là qu'il faut commencer à travailler pour parfaire notre souveraineté alimentaire ²¹

• La question des importations d'origine végétale doit aussi être observée à la loupe. Les productions laitière et viandeuse sont par exemple dépendantes de certaines importations de productions végétales, notamment pour l'apport de protéines (question du soja). Si elles représentent des enjeux limités en comparaison avec les besoins d'autres importateurs mondiaux et la totalité de la nourriture animale européenne, ce sont néanmoins des réalités pour lesquelles il faut trouver des réponses durables.

RECOMMANDATION N°4 : SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE DE L'UE

- ▶ En tant que grande puissance agricole, l'agriculture européenne joue parfaitement son rôle de fournir aux européens une très grande partie de leur alimentation en quantité, qualité, diversité et de manière abordable.
- ▶ Elle contribue aussi de manière significative aux exportations. Ce qui signifie qu'elle crée des richesses dans nos pays et qu'elle est compétitive sur la scène internationale :
 - Avec seulement 1 à 2% de création de richesses dans le PIB, l'agriculture européenne contribue à plus de 8% des exportations, apportant un bénéfice non négligeable à la balance commerciale européenne et aux Etats membres exportateurs ;
 - Cette compétitivité vient notamment du fait que nous sommes capables de valoriser nos produits sous forme de produits finis de haute qualité. Travailler à maintenir une filière de transformation au sein de nos régions a donc beaucoup de sens en termes de retombées économiques et création de valeur ;

▶ Les exportations européennes sont aussi un vecteur de paix. Si les pays du Maghreb ne sont pas approvisionnés en blé de qualité, ils seraient sans doute en proie à de sérieuses instabilités sociopolitiques. L'agriculture, quand elle permet aussi de nourrir des populations dans le besoin, est un facteur certain de stabilité.

▶ Nous avons cependant des faiblesses qu'il faut traiter : (1) certaines de nos filières sont trop dépendantes des exportations pour maintenir des prix décents. (2) Certaines filières sont exposées aux aléas des marchés mondiaux et ne peuvent rivaliser. (3) Nous sommes structurellement sous-développés dans certains marchés en expansion comme les ressources halieutiques et il est possible d'augmenter l'approvisionnement en produits d'origine végétale pour les élevages notamment.

²⁰ Le marché européen représente tout simplement moins de 10% de la production mondiale et l'UE participe à seulement 3% des échanges.

²¹ A partir de la 30' : Marie-France Chatin, Agriculture: enjeux géopolitiques, rfi.fr, 27/11/2020, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/g%C3%A9opolitique-le-d%C3%A9bat/20201127-agriculture-enjeux-g%C3%A9opolitiques>



IV. COMMERCE ET AGRICULTURE

Dans les débats sur les accords de libre-échange (CETA, MERCOSUR, etc.), il est souvent question d'importations de certaines denrées qui déferleraient sur le continent européen et dans des conditions sanitaires déplorables (cf. poulet au chlore). Dans ce sous-chapitre, nous allons mettre en exergue quelques contingents sur des filières en difficultés et essayer de voir quels problèmes cela engendre.

QUELQUES CONTINGENTS D'IMPORTATIONS À LA LOUPE²²

Si l'on se réfère au tableau du point 3.1.2. (Production européenne agricole) reprenant les principales productions européennes, on constatera rapidement que les contingents d'importation sont relativement confidentiels par rapport à la production totale. Voici quelques éléments pour les filières bovine, porcine, laitière et les volailles.

Bovin : L'Union européenne produit environ 7,9 millions de tonnes équivalent poids carcasse par an (2018)²³. Au cours de la même année, les importations de viande bovine ont représenté 5,5% de sa propre production, soit un total de 438 633 tonnes équivalent poids carcasse (source : Meat Market Observatory, European Commission²⁴). La quantité totale d'importation est la somme des importations « libres » avec frais de douane plus les importations selon des quantités fixes (quotas) avec des droits d'importation réduits.²⁵

Porcin : L'UE a produit 23,8 millions de tonnes de porc (2018). C'est le second plus gros producteur après la Chine. L'UE exporte environ 14 % de sa production totale, soit 5.583.353 tonnes en 2019.²⁶ La plupart des exportations sont destinées à l'Asie de l'Est, en particulier à l'ogre chinois.²⁷ Niveau importations, l'UE a importé 220.755 tonnes en 2019.²⁸

Lait : La production laitière européenne était de 172,2 millions de tonnes en 2018 (UE 28). 400.000 tonnes de lait ont été importées et 200.000 tonnes exportées.²⁹

Volaille : La production européenne a été estimée à 13,5 millions de tonnes de volailles en 2018 (UE-28). En 2019, 935.000 tonnes (équivalent carcasse) ont été importées en 2019 (UE-27) et 2.674.000 tonnes ont été exportées.³⁰

PROBLÈMES AGRICOLES

Si les volumes de productions agricoles importés sont minimes au regard des productions européennes, pourquoi les agriculteurs européens ont-ils tant de mal à vivre de la vente de leurs productions ?

Il y a beaucoup de facteurs qui expliquent la situation difficile que vit l'agriculture européenne. La problématique des accords de libre-échange et surtout leurs contingents agricoles s'inscrivent donc dans un contexte agricole déjà tendu.

²² Beaucoup d'informations peuvent être consultées via ces pages : **Commission européenne, « Animaux et produits animaux »,** site web de la Commission européenne, 2020, https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/animals-and-animal-products_fr

²³ Eurostat, *Agriculture, forestry and fishery statistics*, op. cit., p. 54

²⁴ Commission européenne, « **Beef & Veal Market Situation** », Beef CMO November 2020, 2020, https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/beef-veal-market-situation_en.pdf, p.

²⁵ Guy Nantier, « **Quotas d'importation européen de viande** », Article traduit de la revue *www.veeteeltvlees.nl*, site Blanc bleu belge, 12 juillet 2020, <https://blanc-bleu-belge.com/2020/07/12/quotas-dimportation-europeen-de-viande/>

²⁶ Commission européenne, « **Meat Market Observatory – Pig** », Consulté en juin 2020, https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/trade-pig-eu_en.pdf

²⁷ Commission européenne, « **Viande porcine** », site Europa.eu, Novembre 2020

https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/animals-and-animal-products/animal-products/pork_fr

²⁸ Commission européenne, « **Meat Market Observatory – Pig** », op. cit., p. 11

²⁹ Eurostat, *Agriculture, forestry and fishery statistics*, op. cit., p. 58

³⁰ Commission européenne, « **Poultry meat** », DG Agri Dashboard, November 2020, https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/poultry-meat-dashboard_en.pdf, p. 1

LES PRIX ET LA CHAÎNE DE VALEURS

La principale raison qui préoccupe les producteurs **est celle des prix**. En effet, dans beaucoup de productions wallonnes, les prix sont soit trop bas au regard des coûts de production soit très volatils. Dans les deux cas, il est compliqué d'investir à long terme et les investissements se font avec un degré d'incertitude élevé.

Le **malheur pour les agriculteurs wallons est qu'ils sont majoritairement actifs dans des secteurs où les prix sont déprimés ou fort volatiles**. En 2016, la répartition des exploitations de Wallonie montre que 85 % d'entre elles sont spécialisées principalement dans les grandes cultures agricoles (31,5 % des exploitations), la production de viande bovine (20,5 % des exploitations), la production bovine mixte « lait et viande » (13,9 % des exploitations) et la production de lait (12,8 % des exploitations). Quant aux exploitations mixtes (présentant deux orientations ou plus), elles combinent principalement les cultures et les herbivores (11,7 %).³¹

Est-ce que l'agriculture est un marché comme les autres ? Oui et non. La plupart des producteurs (UE ou non) sont soutenus par une autorité publique. Ce qui tend à biaiser les règles du jeu. Par ailleurs, les marchés agricoles mondiaux sont relativement étroits au regard de la production mondiale ; les prix des cours mondiaux sont souvent plus bas que la moyenne parce qu'ils sont alignés sur le prix le plus bas (ou le producteur le mieux soutenu) ou qu'ils sont des surproductions dont les producteurs tentent de se débarrasser hors du marché intérieur.

L'évolution de l'indice des prix à la consommation montre une hausse globale des prix des produits alimentaires depuis 2010. Tous les produits sont impactés : pain et céréales, viande, lait, fromage, œufs, fruits et légumes, pomme de terre. Il est intéressant de constater que, si tous les produits ont augmenté depuis 2010 (et avant) pour les consommateurs, **les prix de vente pour les producteurs de certaines denrées alimentaires n'ont tout simplement pas augmenté depuis trente ans**.³² Le producteur voit par contre ses coûts de production augmenter (énergie, matières premières, etc.). **La création de valeur se fait donc dans la chaîne entre le producteur et le consommateur.**

La concurrence acharnée que se livrent notamment les enseignes de grande distribution pour offrir aux consommateurs les prix les plus bas se traduit par une pression accrue mise en amont sur les filières de production et donc les exploitants agricoles. La concentration accrue de ce secteur ne fait que renforcer cette problématique. Les rounds de négociation annuelle de prix entre la grande distribution, qui bénéficie d'une clé d'accès privilégiée aux consommateurs et souhaite maintenir voire augmenter ses marges, et les producteurs, quelle que soit leur taille, témoigne de l'intensité et parfois de la violence des relations commerciales entretenues. Paradoxalement, alors qu'on pointe souvent du doigt les échanges internationaux comme étant la source de tous les maux de nos producteurs, c'est l'attente entretenue chez nos consommateurs des prix les plus bas qui maintient les prix de production à un niveau très (trop) bas. C'est donc, semble-t-il, plus au niveau de l'organisation de notre consommation intérieure qu'à celui des échanges internationaux, qu'il faut tenter de trouver des réponses à ce problème.

RELOCALISER LA TRANSFORMATION

Les produits wallons majoritaires que sont la viande, le lait et les produits des grandes cultures seront en partie transformés en produits finis (plats préparés, fromages, pains, etc.) et ces processus se font largement en-dehors de la Région.

Quand on les compare, la part du secteur agroalimentaire wallon dans le total belge montre qu'il est structurellement moins développé que son voisin du Nord. **Une piste de prospérité pour la filière agricole wallonne est sans doute de renforcer significativement sa filière agroalimentaire**. Les chiffres de la FEVIA nous indiquent que la Wallonie participe dans la part belge de l'agroalimentaire à hauteur de :

- Sur le chiffre d'affaires belge, la part wallonne est de 16,5% ;
- Emplois directs : 24,5% ;
- Emplois indirects : 21,4% ;
- Employeurs : 36,5%
- Bénéfice de la balance commerciale pour la Wallonie : 15,4%

Dans la création de valeur ajoutée d'origine agricole belge, l'agriculture wallonne a un rôle prépondérant dans les secteurs des betteraves (68%), des céréales (62%), dans la viande bovine (33%) et le lait (35%). Dans les autres domaines, elle reste marginale.³³ Au total, **elle crée 22% de la valeur ajoutée belge d'origine agricole**. La part de valeur ajoutée du secteur agricole wallon est donc vraiment moindre que celle de la Flandre.

RECOMMANDATION N°6 : CRÉER PLUS DE VALEUR ET DES EMPLOIS AVEC NOS PRODUITS SUR NOTRE TERRITOIRE

- ▶ Il est nécessaire de maintenir (au sein du pays) et de développer (au sein de la Région wallonne) une filière de transformation. Beaucoup de valeur se crée à ces endroits et ce sont également des secteurs qui sont des gros pourvoyeurs d'emplois. Outre ces aspects, avoir la main sur l'aval de la chaîne agroalimentaire est une garantie supplémentaire pour les agriculteurs wallons d'avoir des partenaires commerciaux en phase avec la réalité de leur activité.
- ▶ La Wallonie a trop peu investi dans la transformation de ses productions. Elle produit beaucoup de produits semi-finis d'excellente qualité mais perd une grande partie de la valeur ajoutée en externalisant la transformation.
- ▶ C'est aussi une manière de renforcer des circuits courts, quitte à ce qu'une partie soit exportée ensuite. Après tout, si nous avons de bons produits, pourquoi ne pas permettre à d'autres d'en profiter ?

L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Depuis des décennies, la place occupée par l'alimentation dans la consommation totale se réduit. Pour ces trente dernières années, elle a reculé passant de 15 % en 1987 à 12,1% en 2016 (à 13,4 % si on inclut les eaux, jus et sodas).³⁴

De manière générale, ce sont les produits d'origine animale (charcuterie, abats, œufs, beurre et viande fraîche) qui ont vu leur part diminuer alors que la part du budget fruits et légumes augmentait. Et si depuis les années 80, le succès des plats préparés est grandissant, il est aussi intéressant de constater que les services de livraison de plats à domicile ont pris de l'importance dans le budget des ménages au cours de ces dernières années.

Ainsi, la **demande dans certains secteurs agricole est structurellement à la baisse**. Celle du **secteur viandeux notamment connaît une baisse continue depuis le début des années 2000** tant en Belgique qu'en Europe. Depuis 2010 et jusqu'en 2018, on remarque que la consommation de kg (équivalent carcasse) /an/ habitant a diminué de 82,4 kg à 75,2 kg en 2018 (73,6 kg en 2016-2017). En France, la consommation de viande tournait autour des 100 kg/an/habitant en 2000 et est retombée vers 80kg actuellement.

RECOMMANDATION N°7 : TENIR COMPTE DES ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ DANS LES POLITIQUES AGRICILES ET CRÉER DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS

- ▶ Les évolutions sociétales pèsent sur les secteurs qui sont aujourd'hui en surproduction ou soumis à une défiance croissante sur leur manière de produire. Il faut donc en tenir compte tant au niveau européen que dans les choix économiques des producteurs.
- ▶ Se différencier tant dans les pratiques de production que la transformation peut créer des nouveaux débouchés et diversifier les revenus des producteurs locaux.

³¹ Schéma I.15. du Service public de Wallonie (SPW), *Evolution de l'économie agricole et horticole de la Wallonie – 2020*, SPW Editions, p. 12

³² Voir chapitre II.5.3. « Evolution des prix reçus, des prix payés et du rapport prix reçus/prix payés, *ibid.*

³³ SPW, *Evolution de l'économie agricole et horticole de la Wallonie – 2020*, *op.cit.*, p. 51

³⁴ SPF Economie, « **Chiffres-clés de l'Agriculture** », Stabel 2019, <https://statbelpr.belgium.be/fr/nouvelles/chiffres-clés-de-lagriculture-2019>, p. 36

AVALANCHE DE NORMES

L'agriculture mobilise presque toutes les disciplines scientifiques. Elle touche aussi un grand nombre de normes différentes : sanitaires, environnementales, économiques, sociales, bien-être animal, santé et même de droit public. Les législations en tout genre, c'est le quotidien des agriculteurs et des opérateurs agroalimentaires.

Certes, légiférer pour garantir une agriculture de haute qualité et durable est nécessaire mais il est nécessaire de **s'interroger sur le passif des normes existantes** d'une part et sur **l'inflation grandissante de nouvelles contraintes** qui sont imposées aux producteurs d'autre part.

A côté des normes nécessaires, il y a la question de **la charge administrative** intrinsèque à toute législation qui vise à fournir une aide. Les conditions d'octroi d'aides à l'investissement (capital, mobilier) ou bientôt pour obtenir son aide au revenu³⁵ Dans les faits, **le système des aides découplées demande beaucoup plus de bureaucratie pour les producteurs** qu'une intervention lors du déchargement des produits de la récolte.

RECOMMANDATION N°8 : RÉGULER, C'EST NÉCESSAIRE. SURRÉGLEMENTER, C'EST ÉTOUFFER

- ▶ Au niveau du Centre Jean Gol, nous plaçons pour l'instauration d'un ban sur le *gold-plating* par rapport aux législations européennes. Elles sont déjà suffisamment contraignantes que pour en rajouter ;
- ▶ Nous plaçons pour que ces conditions d'octroi des aides PAC soient les plus simples et les plus lisibles possibles et respectent le libre choix du producteur de son mode de production et de son outil.
- ▶ Nous demandons qu'une évaluation régulière soit faite du coût des règles et des administrations censées gérer et administrer ces aides au regard du bénéfice qu'en tirent les consommateurs, ainsi que les agriculteurs et producteurs concernés, et que des ratios d'efficacité soient développés et publiés régulièrement afin que ce coût (direct et indirect) reste dans des limites acceptables.

STRUCTURE DE L'AGRICULTURE ET SON AVENIR

L'agriculture wallonne, et européenne d'ailleurs, est appelée « **familiale** ». Elle se caractérise par des exploitations de taille moyenne, intensives sans pour autant être assimilées à des exploitations industrielles (ferme-industrie), et souvent centrées autour d'un entrepreneur et de sa famille.

Cette agriculture se différencie particulièrement d'autres formes de production, par exemple l'élevage bovin tels qu'il est conçu en Argentine, en Uruguay ou aux Etats-Unis qui travaillent sur feed-lots de plusieurs dizaines de milliers de têtes ou encore d'une agriculture de subsistance comme elle existe dans les pays en développement.

En termes de **démographie, les chiffres sont particulièrement alarmants que ce soit pour l'Europe, la Belgique ou la Wallonie relativement à l'avenir de cette agriculture** :

1. La démographie agricole, tant européenne que wallonne est en fort déclin : dans l'agriculture, 60% des exploitants ont 55 ans ou plus et ont un reprenneur identifié pour l'exploitation dans à peine 1 cas sur 5 ;
2. Malgré une augmentation constante de la taille des exploitations (les fermes ont triplé de surface en 30 ans) et des diversifications multiples, un nombre significatif de fermes sont en difficulté financière ;
3. L'agriculture belge a perdu 68% de ses exploitations en 38 ans et perd 3003 emplois chaque année.³⁶

L'équation à laquelle nos agriculteurs et entrepreneurs familiaux sont confrontés est difficile : la nécessité d'investir dans de l'équipement de plus en plus sophistiqué (et donc cher), financé généralement par dette, pour obtenir les rendements nécessaires les rend particulièrement vulnérables à l'évolution des ventes et des prix futurs. La moindre crise alimentaire (crise aviaire, peste porcine) ou les évolutions de prix sur les marchés locaux ou internationaux, est de nature à les mettre dans une situation financière précaire. Si au surplus, ces investissements ont été réalisés dans des filières (ex. viande bovine) qui, pour des raisons sociétales, sont exposées à des trends baissiers dans nos marchés de consommation intérieure, on comprend que la réalité à laquelle ils sont confrontés sur longue période dans nos marchés de production traditionnels soit difficile.

Outre l'avenir incertain du secteur, **le défi environnemental et climatique pèse également sur le mental et la rentabilité des producteurs**. Leur image (donc la valeur qu'il se font de leur métier dans la société) est constamment dégradée auprès d'un public urbain – ou néorural – qui a perdu le contact avec cette profession qui représente moins de 1% des emplois actifs. Les questions du climat, des pratiques culturales, du bien-être animal ou des produits phytosanitaires sont des enjeux préoccupants pour les producteurs.

En Wallonie (et également en Flandre) se pose également un **enjeu d'accès aux terres et de la valorisation de celles-ci**. Les prix ayant triplé (voire quadruplé dans certaines régions), le remboursement des parcelles pèse sur la rentabilité des exploitations. C'est pour cette raison que la proposition du Ministre bruxellois citée en entame de cette étude a créé un émoi palpable auprès des producteurs agricoles notamment.

RECOMMANDATION N°9 : UN SECTEUR INNOVANT DOIT ÊTRE EN BONNE SANTÉ ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

- ▶ On ne contraint pas une personne – agriculteur ou non – à innover alors qu'il est en souffrance économique. Donner des moyens aux producteurs de fonctionner, c'est leur donner la possibilité d'innover et d'évoluer vers une agriculture écologiquement intensive. Une entreprise en faillite n'innove pas.
- ▶ Une réflexion doit être menée pour faciliter les investissements, éventuellement communs, des producteurs et des agriculteurs, dans les équipements qu'ils utilisent pour éviter de les plonger dans un endettement excessif au regard des fluctuations de leurs marchés.
- ▶ Un accompagnement du secteur agricole vers de nouvelles filières à plus haute valeur ajoutée et à moindre exposition à la variabilité des marchés et des prix doit être réalisé, non seulement par l'octroi de primes et subsides, mais également par le biais d'une conscientisation des acteurs et de leurs associations représentatives.
- ▶ L'agriculture urbaine ou artisanale a une place à prendre aux côtés des professionnels de l'agriculture. Nous ne nourrirons pas la planète avec des petites productions mais elles joueront un rôle de sensibilisation bien plus efficace que n'importe quelle publicité. Être agriculteur ne s'improvise pas.

³⁵ La nouvelle programmation PAC 2021-2027 prévoit de nouvelles conditions d'octroi, notamment environnementales, dans les aides au revenu. Ce mécanisme appelé « éco-régime » devient à présent obligatoire dans le 1er pilier.
³⁶ SPF Economie, « **Chiffres-clés agriculture 2019** », op. cit. et du SPW, « *Evolution économique de l'agriculture (2020)* », op. cit.



V. CONCLUSION

DES CIRCUITS LONGS

D'un côté, nous importons déjà beaucoup de produits agroalimentaires et de matières premières. Certaines importations nous paraissent tellement naturelles que nous ne les voyons plus (chocolat, café, etc.). D'autres importations sont importantes pour satisfaire certains besoins économiques. Bloquer tout indistinctement, adopter une position « contre » la mondialisation des échanges est une attitude bornée voire méprisante pour les populations qui doivent s'alimenter par l'intermédiaire des marchés mondiaux ou celles qui souhaitent diversifier leur alimentation. Sur quelle base éthique pouvons-nous refuser à d'autres ce à quoi nous avons droit ?

D'un autre côté, l'ouverture de contingents dans des secteurs agricoles sensibles, où les prix sont déjà déprimés depuis un certain nombre d'années, n'est pas souhaitable. Cela pourrait déstabiliser certains marchés agricoles européens. Une politique commerciale aveugle sur le plan agricole serait fondamentalement une erreur : l'agriculture est un secteur stratégique, qu'on le veuille ou non.

En tant que secteur stratégique, l'agriculture doit en conséquence faire l'objet d'une attention particulière. **Toute politique commerciale doit être alignée avec la politique agricole.** Avant d'ouvrir des marchés, il faut absolument avoir pris en compte, mesuré et anticipé les aspects liés à la compétitivité de la concurrence de notre agriculture face aux modèles américains, océaniques et asiatiques qui sont aussi soutenus par leurs autorités publiques (il ne faut pas être naïf) et sont, dans de nombreux cas et contrairement aux agriculteurs européens, soumis à beaucoup moins de contraintes sociales, environnementales, de bien-être animal, etc. **Nos agriculteurs ne doivent pas se retrouver seuls face aux autres puissances agricoles.**

RECOMMANDATIONS N° 10 : POLITIQUE AGRICOLE ASSUMÉE, COHÉRENTE ET RESPECTUEUSE

- ▶ Nous ne pouvons pas désarmer autour des questions agricoles et alimentaires. Notre souveraineté alimentaire est un bien précieux dont il est impératif de préserver les fondamentaux : une production diversifiée, abondante, accessible, de très haute qualité et plus durable.
- ▶ Il existe une demande internationale en produits alimentaires quoi qu'il arrive. Les terres ne permettent pas toujours de fournir toute l'alimentation nécessaire aux populations qui y vivent. Dans ce contexte, nos producteurs ont des possibilités de débouchés pour leurs productions. Les ALE sont donc aussi une opportunité d'exporter les productions et le savoir-faire de notre agriculture.
- ▶ Ces échanges engendreront de facto une mise en concurrence des pays producteurs. Ce n'est pas forcément une mauvaise chose, surtout pour les pays importateurs. Par contre, il faut que cette concurrence soit la plus loyale possible. L'Europe impose de très hautes normes sur son appareil productif : il est donc normal que l'équivalence soit appliquée pour toute importation sur le territoire notamment.
- ▶ Si l'UE souhaite poursuivre sa politique multilatérale en matière commerciale, elle doit mieux armer son secteur agricole pour s'inscrire dans cette logique. Toutes les autres puissances agricoles ont des stratégies agricoles (Russie, USA, Brésil, Chine, etc.). L'UE apparaît fort en retard sur ce plan.

Nous devons également entamer un **débat sociétal sur la concurrence des produits étrangers** qui, non soumis aux normes sociales et environnementales qui pèsent sur nos agriculteurs, exerce une pression sur les prix qui empêche nos agriculteurs de vivre décemment de leur métier et d'investir avec suffisamment de sécurité pour leur futur et celui de leur famille. De facto, cela risque de faire hausser les prix. Mais, après tout, si nous ne sommes pas prêts à payer le prix des denrées que nous mettons dans notre assiette, comment nous plaindre ensuite que notre secteur agricole se retrouve en état de difficulté et de précarité ?

On ne fera pas non plus l'économie du débat des filières de distribution et de vente en aval de la production (notamment les grandes enseignes de distribution) qui se concentrent de plus en plus, sont soumises au jeu de la concurrence et sont pour la plupart des acteurs cotés soucieux de maintenir et d'augmenter leurs marges. Comment concilier la rétribution des producteurs avec le fonctionnement libre des marchés dont on connaît les avantages ? Il s'agira d'un thème assurément important et sensible dans les années à venir. Il passera également par une meilleure éducation de notre modèle de consommation de masse sur le prix à payer pour pouvoir bénéficier de la diversité de produits, tout en répondant aux attentes légitimes en matière de circuit court et de préservation de l'environnement. C'est un leurre de penser que nous pouvons tout avoir en tant que consommateur (diversité, qualité, prix bas) sans qu'à un moment le modèle s'essouffle pour les entrepreneurs individuels et familiaux qui peinent, à côté de nous, à gagner un revenu décent en amont des chaînes de production.

CIRCUITS COURTS

Dans une large mesure, **la majorité de notre alimentation est issue du circuit court** : elle est produite en Europe. La PAC a largement réussi son premier pari de nourrir la population européenne. Il est possible d'aller encore plus en avant dans une logique de circuits courts mais de manière pragmatique et intelligente.

Manger de saison et faire vivre les producteurs près de chez soi, c'est possible, souhaitable, mais jusqu'à un certain point : (1) Il y a des produits comme le café ou le chocolat qu'il n'est pas possible de cultiver dans nos contrées, et cela à aucun moment de l'année. (2) Le bilan carbone : d'un point de vue climatique, il vaut beaucoup mieux une banane qui vient par bateau qu'un fruit local qui a grandi sous une serre chauffée. Manger local, oui. Mais intelligemment.

Dans ce cadre, nous devons également **interpeller le consommateur** afin qu'il comprenne bien les choix qu'il pose et les enjeux que cela sous-tend. Non seulement il doit aller au-delà des lieux-communs que nous avons analysés ci-dessus dans sa consommation. Mais, **de manière plus générale, il doit également prendre conscience que beaucoup de discours sur l'agriculture sont contradictoires**, s'embarrassent peu de la réalité ni des conséquences néfastes que cela a sur nos producteurs. Ainsi :

- Nous voulons manger local mais d'accord pour une junk-food le vendredi, voire un chinois ou un indien par semaine (les épices et ingrédients ne sont pas vraiment locaux) ;
- Nous refusons les accords de libre-échange mais il n'est pas question de toucher à mon café matinal (sacré !) ou mon bout de chocolat quotidien ;

- Nous voulons manger plus sain mais refusons de payer un prix plus élevé pour que la production puisse innover et respecter ainsi encore davantage l'environnement. Rien n'est gratuit. Innover non plus ;
- Nous voulons consommer des produits locaux et ne voulons pas que ces productions s'installent à côté de chez nous (cf. : les innombrables recours contre les bâtiments agricoles – de l'agriculture biologique ou non – et les actions en justice des « néoruraux »).

TRANSFORMER LOCALEMENT ET DE NOUVELLES FILIÈRES

Nous avons évoqué au point 4.2.2. la nécessité de relocaliser dans une certaine mesure la chaîne en aval dans les grandes spécialisations wallonnes (bovin, lait, grandes cultures). Cela implique à la fois de mettre en place de nouvelles chaînes agroalimentaires évoluant dans un environnement compétitif pour l'export ou encore des stratégies de niche visant à ouvrir des marchés demandeurs en produits de très haute qualité et durables.

Dans certaines filières plus petites, nous sommes structurellement importateurs comme dans les fruits et légumes, l'élevage ovin ou encore le blé panifiable. Il est possible de travailler avec des agriculteurs motivés pour réinvestir ses productions et mettre en place les chaînes capables de fournir les détaillants locaux.

NOUVEAUX MÉTIERS, NOUVELLES DIVERSIFICATIONS

Dans le contexte climatique et dans le cadre de la transition énergétique, nous estimons que l'agriculture a également un rôle incontournable. Du point de vue climatique, nous savons que l'agriculture émet des gaz à effet de serre. Il ne faut pas se tromper : cet enjeu s'ajoute aux autres (évolution des sols, croissance démographique mondiale).

Selon nous, seule une agriculture particulièrement innovante permettra de relever tous ces défis à la fois. Les questions de la décarbonation des engrais et des engins mécaniques, de la gestion de l'eau, de l'adaptation des sols et des forêts, de l'amélioration du stockage carbone ou encore les pistes de neutralité carbone des élevages **trouveront beaucoup plus de réponses avec une recherche de pointe et des agriculteurs ayant des moyens humains et financiers qu'en revenant purement et simplement à l'aire et la binette.**

En tant que gestionnaires des ressources naturelles, les agriculteurs – avec les sylviculteurs - ont la main sur la première énergie renouvelable utilisée dans le monde : la biomasse. Objets biosourcés, production de biogaz, autant d'applications annexes à l'activité agricole qui peuvent aider notre société à fournir des énergies renouvelables ou substituer des objets de notre quotidien issus de la pétrochimie.

RECOMMANDATION N°11 : DES CIRCUITS COURTS INTELLIGENTS, UNE ALIMENTATION DURABLE ET UNE MULTITUDE DE NOUVEAUX MÉTIERS À INVENTER

- ▶ Manger de saison a un sens pour les produits qui sont adaptés à la production locale. Par contre, dans certains cas, aller chercher des aliments non locaux mais produits dans des conditions durables est aussi tout à fait défendable.
- ▶ Favoriser la production locale, recréer un lien entre le producteur et le consommateur a aussi plusieurs vertus. Il favorise la compréhension mutuelle et redonne du sens à l'activité entrepreneuriale.

▶ Le consommateur a aussi un rôle à jouer et le devoir de s'informer, dans le choix de son alimentation bien sûr, mais aussi dans le fait qu'il ne peut exiger tout et son contraire de secteur agricole ;

▶ Il est possible de relocaliser une partie de la chaîne alimentaire en Wallonie d'une part et de créer des filières pour répondre à une demande locale d'autre part. Nous plaçons pour qu'une stratégie en ce sens soit déployée au niveau wallon ;

▶ Il y a une place pour la production d'énergie renouvelable issue de la biomasse en Belgique. Valbiom a estimé que 18 TWh de gaz renouvelable pouvait être produits en Belgique. La valorisation des sols et des sous-produits de l'élevage doit s'accroître.

▶ De même, l'émergence de l'économie biosourcée n'advient pas sans une recherche appliquée. Nous plaçons pour augmenter considérablement l'offre d'alternatives durables avant d'interdire certains objets. Mais le développement d'alternatives ne tombe pas du ciel.

VI. RÉCAPITULATIF DES RECOMMANDATIONS

Recommandation n°1

PRENDRE EN COMPTE LA RÉALITÉ ALIMENTAIRE DU MONDE

- Produire localement de manière à assurer sa souveraineté alimentaire doit être un fondement pour chaque région du monde. Il ne faut pas se leurrer ; il faut produire plus (beaucoup plus) dans certaines régions du monde comme l'Afrique notamment ;
- Dans tous les systèmes agricoles, il faut de surcroît tendre vers une durabilité accrue. L'effort est d'autant plus important pour les modèles qui doivent augmenter leurs productions ET prendre en compte un aspect environnemental largement absent aujourd'hui.

Recommandation n°2

TENIR COMPTE DES RÉALITÉS AGRICOLES ET DES ENJEUX MONDIAUX

- Sur le total de toutes les productions agricoles, seuls 15% font l'objet d'échanges internationaux avec des disparités très marquées selon la production concernée. Dans le commerce international, les produits agricoles représentent environ 10% des échanges ;
- La plupart des échanges se font entre puissances agricoles. Il faut bien entendu prendre en compte la réalité agricole dans les pays du tiers monde mais les rapports de force pour nos producteurs se situent bien davantage avec les producteurs d'autres puissances agricoles ;
- Les échanges internationaux ont deux utilités primaires dont la première remonte déjà à des millénaires : (1) il s'agit d'approvisionner des endroits où les populations humaines ne savent pas s'autosuffire sur le plan alimentaire. (2) Avec l'augmentation générale des richesses, les populations ont de nouvelles demandes alimentaires (plus diversifié, meilleure qualité) et s'approvisionnent donc via des circuits « longs ».

Recommandation n°3

AVENIR DE L'AGRICULTURE UE ET CIRCUITS COURTS INTELLIGENTS

- L'agriculture européenne s'inscrit dans un contexte international particulier. Pour l'avenir de son agriculture, nous pensons qu'il faut que (1) l'Europe puisse à l'avenir assurer sa propre souveraineté alimentaire et évoluer vers une agriculture écologiquement intensive, en ce sens qu'elle allie productivité et un très haut respect de l'environnement ; (2) Maintenir une haute capacité productive pour éventuellement assurer la sécurité alimentaire de ses voisins directs, notamment le Nord de l'Afrique et la Péninsule arabique, qui connaîtront une large croissance démographique dans les prochaines décennies et (3) exporte son savoir-faire ;
- La demande alimentaire évolue avec les populations et se démocratise. Il faut permettre à un nombre croissant d'individus d'accéder à une nourriture diversifiée, abondante et peu chère :
 - Cela nécessite aussi de recourir dans une certaine mesure aux circuits longs, même si la base de l'alimentation peut rester locale ;
 - Manger de saison a un sens pour les produits qui sont adaptés à la production locale. Par contre, dans certains cas, aller chercher des aliments non locaux mais produits dans des conditions durables peut être tout à fait défendable.

Recommandation n°4

SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE DE L'UE

- En tant que grande puissance agricole, l'agriculture européenne joue parfaitement son rôle de fournir aux Européens une très grande partie de leur alimentation en quantité, qualité, diversité et de manière abordable.
- Elle contribue aussi de manière significative aux exportations. Ce qui signifie qu'elle crée des richesses dans nos pays et qu'elle est compétitive sur la scène internationale :
 - Avec seulement 1 à 2% de création de richesses dans le PIB, l'agriculture européenne contribue à plus de 8% des exportations, apportant un bénéfice non négligeable à la balance commerciale européenne et aux Etats membres exportateurs ;
 - Cette compétitivité vient notamment du fait que nous sommes capables de valoriser nos produits sous des formes transformées de haute qualité. Travailler à maintenir une filière de transformation au sein de nos régions a donc beaucoup de sens en termes de retombées économiques et création de valeur ;

Recommandation n°5

LA GÉOPOLITIQUE TOUCHE LES FERMES, QUI SONT AUSSI DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

- Les exportations européennes sont aussi un vecteur de paix. Si les pays du Maghreb ne sont pas approvisionnés en blé de qualité, ils seraient sans doute en proie à de sérieuses instabilités sociopolitiques. L'agriculture, quand elle permet aussi de nourrir des populations dans le besoin, est un facteur certain de stabilité.
- Nous avons cependant des faiblesses qu'il faut traiter : (1) certaines de nos filières sont trop dépendantes des exportations pour maintenir des prix décents. (2) Certaines filières sont exposées aux aléas des marchés mondiaux et ne peuvent rivaliser. (3) Nous sommes structurellement sous-développés dans certains marchés en expansion comme les ressources halieutiques et il est possible d'augmenter l'approvisionnement en produits d'origine végétale pour les élevages notamment.
- Contrairement à beaucoup de secteurs économiques, les agriculteurs ne sont pas aussi libres de leurs choix productifs. Au niveau de l'entreprise, il dépend de l'alignement de l'exploitation sur les aides publiques ;
- Quoi qu'on en pense, la situation géopolitique – où les Etats jouent un rôle prépondérant – compte énormément. La réussite de la PAC depuis sa création en atteste. Une véritable stratégie agricole à l'échelle européenne est donc une nécessité pour armer les agriculteurs européens qui, sinon, seront les victimes des stratégies d'autres puissances agricoles.
- Face à une très bonne position de négociation de la part des opérateurs en aval de la chaîne agroalimentaire, les agriculteurs sont souvent le maillon faible. Par un simple rapport de force économique en leur défaveur, ils fournissent ainsi un effort plus important que les autres acteurs de la chaîne pour baisser leurs coûts et leurs marges.
- Il est donc crucial de renforcer leur pouvoir de négociation via notamment la concertation chaîne. Une chaîne solide a besoin de tous ses maillons en bonne santé.

Recommandation n°6

CRÉER PLUS DE LA VALEUR ET DES EMPLOIS AVEC NOS PRODUITS SUR NOTRE TERRITOIRE

- Il est nécessaire de maintenir (au sein du pays) et de développer (au sein de la Région wallonne) une filière de transformation. Beaucoup de valeur se crée à ces endroits et ce sont également des secteurs qui sont des gros pourvoyeurs d'emplois. Outre ces aspects, avoir la main sur l'aval de la chaîne agroalimentaire est une garantie supplémentaire pour les agriculteurs wallons d'avoir des partenaires commerciaux en phase avec la réalité de leur activité.
- La Wallonie a trop peu investi dans la transformation de ses productions. Elle produit beaucoup de produits semi-finis d'excellente qualité mais perd une grande partie de la valeur ajoutée en externalisant la transformation.
- C'est aussi une manière de renforcer des circuits courts, quitte à ce qu'une partie soit exportée ensuite. Après tout, si nous avons de bons produits, pourquoi ne pas permettre à d'autres d'en profiter ?

Recommandation n°7

TENIR COMPTE DES ÉVOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ DANS LES POLITIQUES AGRICOLES ET CRÉER DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS.

- Les évolutions sociétales pèsent sur les secteurs qui sont aujourd'hui en surproduction ou soumis à une défiance croissante sur leur manière de produire. Il faut donc en tenir compte tant au niveau européen que dans les choix économiques des producteurs.
- Se différencier tant dans les pratiques de production que la transformation peut créer des nouveaux débouchés et diversifier les revenus des producteurs locaux.

Recommandation n°8

RÉGULER, C'EST NÉCESSAIRE. SURRÉGLEMENTER, C'EST ÉTOUFFER

- Nous plaidons pour un *gold-plating* par rapport aux législations européennes. Elles sont déjà suffisamment contraignantes que pour en rajouter ;
- Nous plaidons pour que ces conditions d'octroi des aides PAC soient les plus simples et les plus lisibles possibles et respectent le libre choix du producteur de son mode de production et de son outil.

Recommandation n°9

UN SECTEUR INNOVANT DOIT ÊTRE EN BONNE SANTÉ ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

- On ne contraint pas une personne – agriculteur ou non – à innover alors qu'il est en souffrance économique. Donner des moyens aux producteurs de fonctionner, c'est leur donner la possibilité d'innover et d'évoluer vers une agriculture écologiquement intensive. Une entreprise en faillite n'innove pas.
- L'agriculture urbaine ou artisanale a une place à prendre aux côtés des professionnels de l'agriculture. Nous ne nourrirons pas la planète avec des petites productions mais elles joueront un rôle de sensibilisation bien plus efficace que n'importe quelle publicité. Être agriculteur ne s'improvise pas.

Recommandations n° 10

POLITIQUE AGRICOLE ASSUMÉE, COHÉRENTE ET RESPECTUEUSE

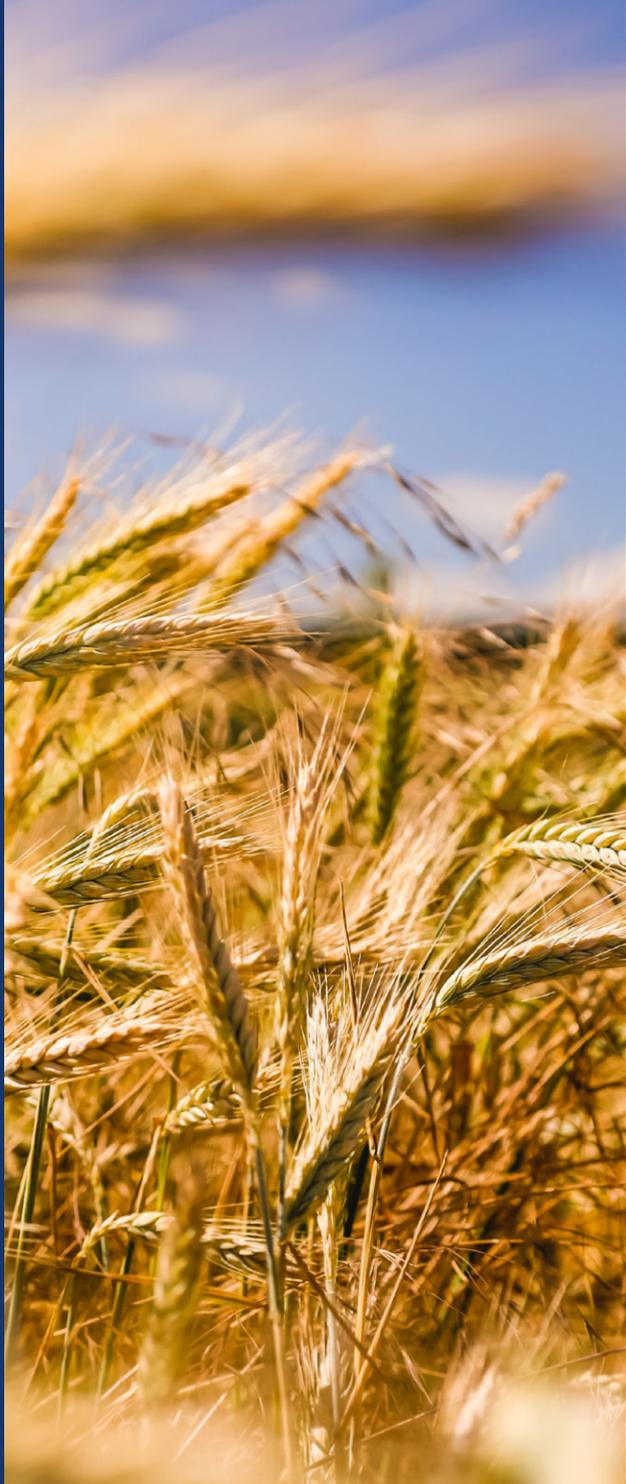
- Nous ne pouvons pas désarmer autour des questions agricoles et alimentaires. Notre souveraineté alimentaire est un bien précieux dont il est impératif de préserver les fondamentaux : une production diversifiée, abondante, accessible, de très haute qualité et plus durable.
- Il existe une demande internationale en produits alimentaires quoi qu'il arrive. Les terres ne permettent pas de fournir tout le nécessaire aux populations qui y vivent. Dans ce contexte, nos producteurs ont des possibilités de débouchés pour leurs productions. Les ALE sont donc aussi une opportunité d'exporter les productions et le savoir-faire de notre agriculture.
- Ces échanges engendreront de facto une mise en concurrence des pays producteurs. Ce n'est pas forcément une mauvaise chose, surtout pour les pays importateurs. Par contre, il faut que cette concurrence soit la plus loyale possible. L'Europe impose de très hautes normes sur son appareil productif, il est donc normal que l'équivalence soit appliquée pour toute importation sur le territoire notamment
- Si l'UE souhaite poursuivre sa politique multilatérale en matière commerciale, elle doit mieux armer son secteur agricole pour s'inscrire dans cette logique. Toutes les autres puissances agricoles ont des stratégies agricoles (Russie, USA, Brésil, Chine, etc.).

L'UE apparaît fort en retard sur ce plan.

Recommandation n°11

DES CIRCUITS COURTS INTELLIGENTS, UNE ALIMENTATION DURABLE ET UNE MULTITUDE DE NOUVEAUX MÉTIERS À INVENTER

- Manger de saison a un sens pour les produits qui sont adaptés à la production locale. Par contre, dans certains cas, aller chercher des aliments non locaux mais produits dans des conditions durables est aussi tout à fait défendable.
- Favoriser la production locale, recréer un lien entre le producteur et le consommateur a aussi plusieurs vertus. Il favorise la compréhension mutuelle et redonne du sens à l'activité entrepreneuriale.
- Le consommateur a aussi un rôle à jouer et le devoir de s'informer, dans le choix de son alimentation bien sûr, mais aussi dans le fait qu'il ne peut exiger tout et son contraire de secteur agricole ;
- Il est possible de relocaliser une partie de la chaîne alimentaire en Wallonie d'une part et de créer des filières pour répondre à une demande locale d'autre part. Nous plaidons pour qu'une stratégie en ce sens soit déployée au niveau wallon ;
- Il y a une place pour la production d'énergie renouvelable issue de la biomasse en Belgique. Valbiom a estimé que 18 TWh de gaz renouvelable pouvait être produits en Belgique. La valorisation des sols et des sous-produits de l'élevage doit s'accroître.
- De même, l'émergence de l'économie biosourcée n'advient pas sans une recherche appliquée. Nous plaidons pour augmenter considérablement l'offre d'alternatives durables avant d'interdire certains objets. Mais le développement d'alternatives ne tombe pas du ciel.



RÉFÉRENCES

Commission européenne, « Animaux et produits animaux », site web de la Commission européenne, 2020, https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/animals-and-animal-products_fr

Commission européenne, « Beef & Veal Market Situation », Beef CMO November 2020, 2020, https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/beef-veal-market-situation_en.pdf, p. 25

Commission européenne, « Meat Market Observatory – Pig », Consulté en juin 2020, https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/trade-pig-eu_en.pdf

Commission européenne, « Viande porcine », site Europa.eu, Novembre 2020, https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/animals-and-animal-products/animal-products/pork_fr

Commission européenne, Cereals Trade Data, 2020, <https://agridata.ec.europa.eu/extensions/DashboardCereals/CerealsTrade.html>

Commission européenne, « Poultry meat », DG Agri Dashboard, November 2020, https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/poultry-meat-dashboard_en.pdf

Commission européenne, « Volaille », site Europa.eu, novembre 2020, https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/animals-and-animal-products/animal-products/poultry_fr

Eurostat, « Agriculture, forestry and fishery statistics », Statistical books, 2019 Editions, December 2019, <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-statistical-books/-/KS-FK-19-001>

FAO, Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2018-2027, Chapitre 1 : Vue d'ensemble, FAO & OCDE, Rome, 2018, http://www.fao.org/3/i9166f/i9166f_chapitre1.pdf

Guy Nantier, « Quotas d'importation européen de viande », Article traduit de la revue *www.veeteeltvlees.nl*, site Blanc bleu belge, 12 juillet 2020, <https://blanc-bleu-belge.com/2020/07/12/quotas-dimportation-europeen-de-viande/>

Jancovici, J-M., « Comptabilité carbone », Cours à l'Ecole des Mines, Cours audio + slides, <https://www.youtube.com/watch?v=lgoUns8Cu0w>

Marie-France Chatin, Agriculture : enjeux géopolitiques, rfi.fr, 27/11/2020, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/g%C3%A9opolitique-le-d%C3%A9bat/20201127-agriculture-enjeux-g%C3%A9opolitiques>

Mathieu Ladeveze, « La volonté d'expansion agricole bruxelloise crispe les Wallons », LaDH, 24 novembre 2020, <https://www.dhnet.be/regions/bruxelles/la-volonte-d-expansion-agricole-bruxelloise-crispe-les-wallons-5fbcaa17d8ad586f510f4106>

Organisation des Nations Unies (ONU), « Alimentation », Questions thématiques, consulté en décembre 2020, <https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/food/index.html>

Organisation Mondiale du Commerce (OMC), Examen statistique du commerce mondial 2018, 2018, 211 pages, https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2018_f/wts2018_f.pdf

Organisation des Nations Unies (ONU), « Plus de la moitié de la population mondiale vit désormais dans des villes – ONU », Actualités, 10 juillet 2014, <https://www.un.org/development/desa/fr/news/population/world-urbanization-prospects.html>

Parmentier, Bruno, « Nourrir l'humanité : les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXIe siècle », La découverte, 2009, 294 pages

Sébastien Abis (interviewé), « Café : le monde entier dans une tasse », Les dessous des tables, L'Opinion, 18 mai 2020, <https://www.iris-france.org/147173-cafe-le-monde-entier-dans-une-tasse/>

Sébastien Abis et al., Le Déméter 2020, IRIS éditions (« Hors collection »), 2020, <https://www.cairn.info/le-demeter---page-1.htm>

Service public de Wallonie (SPW), Evolution de l'économie agricole et horticole de la Wallonie – 2020, SPW Editions, Jambes, 110 pages

Service public fédéral Economie, « Chiffres-clés de l'Agriculture », Stabel 2019, <https://statbelpr.belgium.be/fr/nouvelles/chiffres-cles-de-lagriculture-2019>,



05	INTRODUCTION
06	I. MODÈLE AGRICOLE PRODUCTIF
08	II. LES ÉCHANGES INTERNATIONAUX EN PRODUITS AGRICOLES
12	III. UE – PUISSANCE AGRICOLE ET COMMERCIALE
19	IV. COMMERCE ET AGRICULTURE
25	V. CONCLUSION
28	VI. RÉCAPITULATIF DES RECOMMANDATIONS
32	RÉFÉRENCES

Editeur responsable : Daniel Bacquelaine,
Centre Jean Gol
Avenue de la Toison d'Or, 84-86
1060 Bruxelles

Retrouvez toutes nos études sur cjb.be ou demandez-nous gratuitement un exemplaire par téléphone ou par mail



Avenue de la Toison d'Or 84-86 1060 Bruxelles • 02.500.50.40 • info@cjb.be • [f /centrejeangol](https://www.facebook.com/centrejeangol) • [@CentreJeanGol](https://www.instagram.com/CentreJeanGol)

cjb.be



Centre Jean Gol